



CLER RÉSEAU
POUR LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE

Étude
Transition
énergétique
des territoires
& formation



Partie III

PARTENARIATS AVEC LES ORGANISMES DE FORMATION POUR ACCOMPAGNER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



FORMAT'EREE
FORMATIONS DE LA
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



100% TERRITOIRES
À ÉNERGIE POSITIVE

Comment les collectivités travaillent-elles avec les organismes de formation, sur quelles thématiques et avec quel objectif ?

Quels sont les modes de partenariats entre collectivités et organismes de formation, pour la formation des divers acteurs parties prenantes de la mise en oeuvre de la stratégie énergie-climat du territoire ?

Cette dernière partie aborde les modalités de partenariats avec les organismes de formation pour accompagner le développement de connaissances, aptitudes et compétences au bénéfice de la transition énergétique du territoire. L'analyse permettra de dégager des bonnes pratiques et perspectives de partenariats futurs dans les territoires.

Note : pour simplifier la lecture, l'intitulé "chargé.e de mission énergie-climat" est dans cette enquête abrégé en "CM énergie-climat".

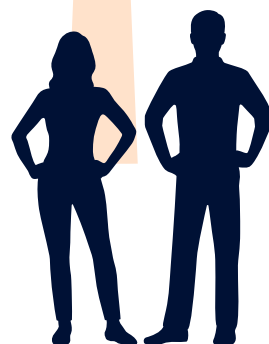


TABLE DES MATIÈRES

● Connaissance des organismes de formation	3
● Actions menées avec les organismes de formation	4
→ Profiter d'une expertise complémentaire	4
→ Développer les compétences et la qualification des acteurs du territoire	6
→ Développer les compétences et la qualification au sein de la collectivité	7
→ Recruter des stagiaires et jeunes diplômés	8
→ Développer des projets tutorés dans l'intérêt de la collectivité	8
→ Apporter l'expertise du territoire dans les contenus de formation	10
● Comment développer les partenariats entre organismes de formation et collectivités ?	11

Retrouvez les deux autres volets de cette étude sur le [site du CLER](#).

Etude rédigée en 2017 par le CLER - Réseau pour la transition énergétique, avec l'appui de membres des réseaux Format'eree et Territoires à énergie positive.

Avec le soutien de :



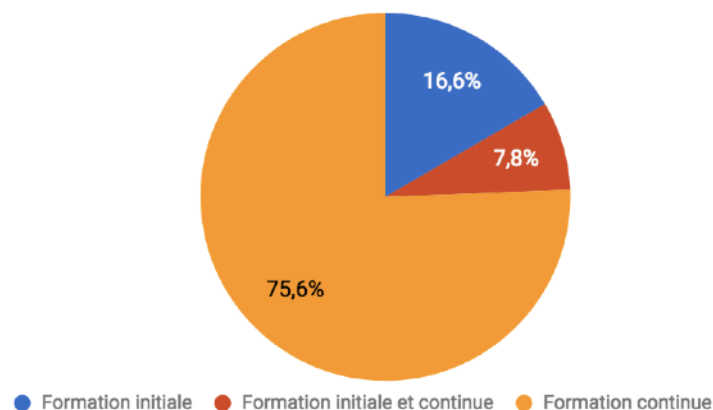
Photos couverture © Région Alsace © ASDER © F. Blanc

Mise en page : Esther Bailleul

● CONNAISSANCE DES ORGANISMES DE FORMATION

72% des chargé.es de mission énergie-climat (CM énergie-climat) ayant répondu à l'enquête connaissent des organismes de formation de leur territoire. Les organismes de formation cités sont variés, et se situent principalement dans le secteur de la formation professionnelle continue.

Répartition des organismes de formation par public



L'ADEME et le CNFPT tiennent le haut du pavé puisqu'ils sont cités dans 25% et 14% des cas respectivement, soit 39% des organismes de formation cités au total.

Ce constat s'explique aisément puisque le CNFPT est l'organisme de service public qui assure des missions de formation au bénéfice des agent.es des collectivités territoriales, notamment avec des sessions de formation de courte durée. Par ailleurs, l'ADEME propose des stages de formation sur les



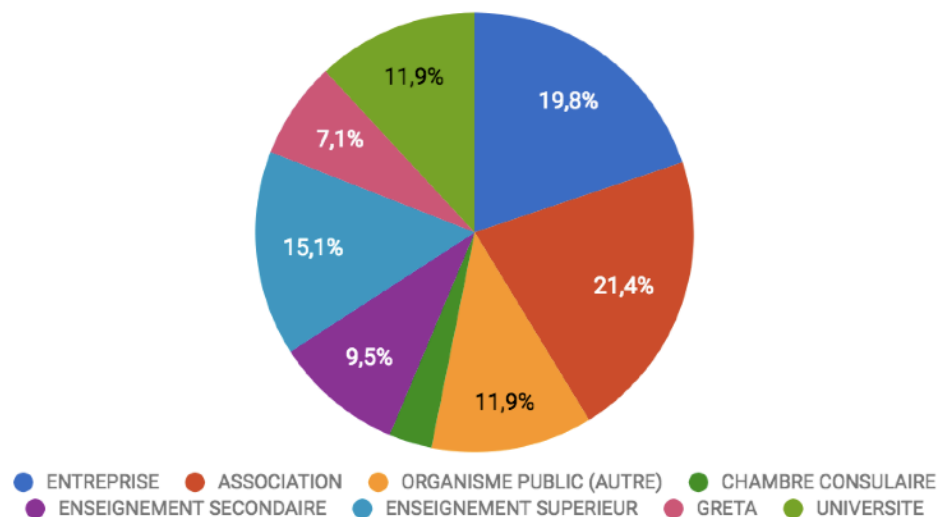
thématiques énergie-climat, spécifiquement en direction des CM énergie-climat.

L'Université représente 7% de l'ensemble des organismes de formations cités par les répondants.

Néanmoins, hors ADEME et CNFPT, les organismes de formation cités sont nombreux, et regroupent tous types de structures : université, autres établissements d'enseignement supérieur (école d'ingénieur, école nationale supérieure d'architecture), établissements d'enseignement secondaire et de formation continue (lycées, CFA), associations ou entreprises, agences régionales, chambres consulaires, etc.



Typologie des organismes de formation cités



● ACTIONS MENÉES AVEC LES ORGANISMES DE FORMATION

Parmi les CM énergie-climat qui connaissent des organismes de formation de leur territoire, la moitié mènent des actions avec ces derniers (soit 38% du total des répondants).

Les actions menées avec ces organismes de formation sont de plusieurs ordres :

Actions menées par les collectivités avec les organismes de formation



→ PROFITER D'UNE EXPERTISE COMPLÉMENTAIRE

En premier lieu, les collectivités et territoires souhaitent **profiter d'une expertise complémentaire apportée par les organismes de formation pour développer la stratégie de la collectivité**. Les actions menées peuvent prendre différentes formes, et les apports sont variés, comme l'expriment les témoignages suivants :

« Dans le cadre de l'évènement de lancement sur notre territoire de la démarche "plan climat" (ouvert à tout public), un universitaire du laboratoire météo-climat à proximité est intervenu pour présenter les évolutions prévisibles du climat spécifiquement sur le territoire. Les points clés de cette analyse ont été repris par l'équipe projet "plan climat" dans l'introduction des différents groupes de travail. Ces compléments de connaissances territorialisés apportent une plus-value à la démarche.

« Dans le cadre de la démarche "plan climat", la collectivité a été accompagnée par un organisme de formation sur les actions et méthodes de concertation, et nous avons également sollicité leur expertise sur des actions de communication, de diagnostic et sur le plan d'action territorial. Leur regard extérieur est intéressant.

« Des organismes de formation ont participé aux ateliers et conférences sur la rénovation thermique, afin d'apporter leur brique au dispositif de plateforme. Ils appuient notre démarche par une communication au sein de leur réseau d'anciens diplômés, ainsi que par une veille technologique et réglementaire.



« Sur notre territoire, des établissements d'enseignement supérieur ont réalisé des études de potentiel de développement des énergies renouvelables, ainsi que des enquêtes d'opinion. Ils nous apportent du temps d'études approfondies pour définir notre stratégie, et ils sont aussi en mesure d'adapter une méthodologie nationale au niveau local, pour territorialiser la démarche.

Témoignages

Guillaume COMBE, Responsable transition énergétique au PETR du Pays Thur Doller

Le Pays Thur Doller est situé dans le département du Haut-Rhin, à l'ouest de l'agglomération mulhousienne.

Il s'est appuyé sur divers organismes de formation pour mettre en oeuvre sa stratégie énergie-climat, par exemple sur l'AFPA pour développer la sensibilisation du grand public aux éco-gestes. L'AFPA de Mulhouse étant située dans les mêmes locaux que le Pays, un partenariat s'est naturellement noué, impliquant également des syndicats mixtes du territoire, pour développer plusieurs sessions de sensibilisation aux éco-gestes d'assistant(e) de vie aux familles en formation. L'espace info-énergie est intervenu sur les fluides, les syndicats de collecte des déchets sur la prévention et le tri des déchets. Ce travail s'est traduit par la rédaction d'un guide aux éco-gestes à destination du grand public et les assistant.es de vie aux familles formé.es sont ainsi de véritables relais au service du territoire.

Concernant la rénovation énergétique de l'habitat, la plateforme territoriale de rénovation énergétique portée par le Pays est intégrée à un cadre régional, co-construit avec l'ADEME et la Région GRAND EST. Elle s'appuie sur l'expertise de l'Institut négawatt pour déployer un dispositif de formation-action à la rénovation globale et performante (DORÉMI), en complément des formations à la qualification RGE. Ce dispositif DORÉMI inclut une formation pratique sur plateau technique. Le GRETA Sud Alsace a ainsi apporté une déclinaison locale à ce



dispositif, en répondant à un appel à projets de création d'un plateau technique Praxibat de l'ADEME qui participera à la formation des étudiants et des professionnels du bâtiment (DORÉMI et autres).

Afin de promouvoir les dispositifs de formation et accompagner les professionnels du bâtiment vers les formations, le Pays a logiquement noué un partenariat local avec les organisations professionnelles CAPEB et FFB.

Ces partenariats enrichissent les projets en favorisant le partage et la montée en compétences de chacun. Ils permettent de réaliser des actions concrètes pour répondre aux questions et problématiques des acteurs du territoire. La réussite de tels projets nécessite de bons partenariats avec les organismes locaux de formation, en associant tous les partenaires sur les programmes de formation afin que chacun trouve sa place dans le dispositif -, notamment le monde de la formation. Les structures de la formation professionnelle continue doivent également être associées, comme le Conseil régional dans le cadre du service public régional de formation.

Augustin GAMOT, chargé de mission énergie au Parc Naturel Régional des Préalpes d'Azur

Le Parc Naturel Régional (PNR) des Préalpes d'Azur se situe dans les Alpes-Maritimes entre la Côte d'Azur et les hautes montagnes du Mercantour. Le PNR bénéficie de l'expertise et de la réflexion de son Conseil scientifique, doté d'un rôle consultatif auprès des élus, et qui regroupe des organismes de formation comme l'Université de Nice - Sophia Antipolis, l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage de Versailles (ENSP) ou l'Ecole des Mines ParisTech. Ce Conseil scientifique travaille sur diverses thématiques comme l'énergie, la biodiversité ou l'agriculture.

Dans le cadre de sa stratégie énergétique, le PNR s'est appuyé sur des organismes de formation quant au développement du solaire



photovoltaïque (PV) sur son territoire : quelle stratégie d'intégration des centrales au sol et quelles perspectives de développement du PV en toiture ?

L'Ecole des Mines ParisTech avait réalisé l'atlas solaire de la région PACA pour mettre à disposition les données d'irradiation solaire. Le PNR a travaillé avec cette école pour appuyer le développement des projets PV en toiture, notamment sous forme de centrales villageoises. Des étudiants ont ainsi identifié les toitures les plus favorables au développement du PV, en croisant les données d'irradiation solaire et les typologies des toitures hors périmètres classés, pour mettre en oeuvre cette stratégie.

Parallèlement à ce projet, l'implantation d'un poste source permettant le raccordement d'énergies renouvelables au réseau électrique dans les paysages du territoire a amené le PNR à travailler en partenariat avec l'ENSP, car l'enjeu est spatial, mais également stratégique sur le plan du développement territorial : comment favoriser l'intégration architecturale et paysagère de centrales au sol et imbriquer au mieux des activités agricoles, de tourisme et de production d'énergies renouvelables ? Sous forme de projets tutorés, des étudiants en paysage ont d'une part analysé par des blocs diagrammes les zones de développement du PV sur serres agricoles et d'autre part les zones à enjeux identifiés pour le développement de centrales PV au sol. En visualisant d'où la centrale au sol sera visible, ces travaux permettent de mieux comprendre l'impact d'une centrale. Ainsi le PNR sera en mesure d'élaborer des recommandations pour coupler au mieux les enjeux et usages agricoles, énergétiques et liés à la biodiversité, dans l'intérêt des communes et des opérateurs, et favoriser l'émergence d'un projet de paysage au service du territoire.

Finalement, ces partenariats font connaître la structure de Parc Naturel Régional auprès des étudiants et participe à sa visibilité dans l'écosystème régional. Par ailleurs, l'ENSP ou l'Ecole des Mines ParisTech apportent leur expertise sur la stratégie de développement des énergies renouvelables sur le territoire.

→ DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES ET LA QUALIFICATION DES ACTEURS DU TERRITOIRE

Ensuite est évoqué le **développement des compétences et qualification des acteurs du territoire**. Les témoignages font mention récurrente d'actions menées par les plateformes de la rénovation énergétique avec l'appui des collectivités en direction des professionnels du bâtiment. Les collectifs citoyens ou les professionnels du secteur agricole font également partie des publics visés.

Les thématiques sur lesquelles les CM énergie-climat souhaitent développer la montée en compétences et la qualification des acteurs du territoire sont prioritairement :

- le développement des énergies renouvelables
- une culture générale sur la transition énergétique
- la performance énergétique des bâtiments.



Plusieurs témoignages illustrent l'importance de ces thématiques, abordées différemment selon les cibles :

- « L'organisme de formation nous a appuyé pour le développement de projets participatifs et citoyens d'énergie renouvelable, en l'occurrence le développement d'un parc solaire au sol, pour former les habitants du territoire sur ces thématiques.
- « Sur notre territoire, nous avons mobilisé des organismes de formation pour des actions à destination de différents publics : actions "grand public" sur la mobilité ou l'énergie (notamment pour le développement de projets solaires photovoltaïques participatifs, actions pour les professionnels du bâtiment (information / formation sur les techniques de rénovation et aides financières, ...) et actions vers le milieu agricole (développement des circuits courts et de l'agriculture locale). Ce partenariat nous apporte des données complémentaires et des journées d'échanges permettent de constituer un réseau sur le territoire.

- « Pour appuyer le développement d'une filière "construction durable" sur notre territoire, nous avons noué un partenariat avec un centre de recherche et de formation sur un projet de micro smart-grid entre plusieurs bâtiments, dans le cadre d'un projet européen H2020. L'objectif est d'évaluer les bénéfices économiques et environnementaux de solutions de maîtrise de la demande énergétique (Demand-Response) à l'échelle de groupes de bâtiments, sur des sites pilotes au Royaume-Uni, en France, en Italie et en Roumanie.
- « Nous avons identifié des besoins de formation pour plusieurs acteurs économiques du territoire. Nous avons proposé aux entreprises du secteur primaire (ostréiculteurs et agriculteurs) des formations à l'éco-conduite et aux bancs d'essai pour limiter les factures de carburants et les émissions de gaz à effet de serre associées. Pour les professionnels du bâtiment, des formations à la qualification RGE QualiPV sur les systèmes solaires photovoltaïques ont été développées, ainsi que des formations sur plateaux techniques Praxibat à l'éclairage performant.



→ DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES ET LA QUALIFICATION AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ

Ces partenariats avec des organismes de formation s'adressent également aux **agent.es de la collectivité et élu.es**, avec le même objectif de développement des compétences et d'évolution des pratiques professionnelles.

Si l'on considère à présent les **agent.es** des collectivités, les thématiques sur lesquelles les CM énergie-climat souhaitent monter en compétences et en qualification concernent avant tout une culture générale sur la transition énergétique.

On note donc une attente constante à continuer à informer, sensibiliser et former les **agent.es** des collectivités sur la transition énergétique, et notamment son caractère transversal et inter-services.

« Sur notre territoire, diverses sessions de formations ont été organisées avec l'ADEME à l'attention des élus membres de la Commission consultative paritaire créée suite à la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015, constituée de représentants du syndicat d'énergie et des EPCI. Ces formations portaient sur les énergies renouvelables, la rénovation thermique des bâtiments et la transition énergétique, en lien avec notre exposition "2050, le futur énergétique" présentée à la Maison de l'Energie.

« Nous avons organisé avec plusieurs organismes de formation des sessions de formations : sur le potentiel de production d'énergie renouvelable d'une commune à destination d'élus, sur la gestion énergétique du patrimoine bâti à destination d'élus et techniciens des collectivités, et enfin sur l'optimisation des chaufferies bois avec Alter Alsace Energie, l'ADEME et la Région Grand Est.

Plusieurs autres témoignages mentionnent l'implication des organismes de formation, publics ou privés, dans des sessions de formation à destination des élu.es ou agent.es des collectivités, par exemple sur la démarche de plan climat air énergie territorial (PCAET) avec l'ADEME, sur la démarche de territoire à énergie positive, la transition énergétique ou sur le changement climatique avec des universités, ou sur l'énergie solaire avec l'institut National de l'Energie Solaire (INES).

Ces démarches imprègnent également les services des Ressources Humaines de la collectivité, comme le résume une CM énergie-climat: *"La transition des territoires est plurielle. Il est difficile de dire quelle thématique ne participe pas à la transition. Aussi, mes collègues des différents services et moi même visons à adapter le plan de formation en fonction des métiers de chacun pour les rendre compatibles avec la résilience de notre collectivité"*.

→ RECRUTER DES STAGIAIRES ET JEUNES DIPLÔMÉS

De nombreux exemples témoignent du rôle des collectivités et des CM énergie-climat dans l'accueil de stagiaires pour accompagner le développement de projets sur leur territoire, par exemple :

- des stagiaires de l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques Avancées de Bretagne pour travailler sur le développement des énergies marines sur les côtes finistériennes,



- des stagiaires de l'école Agroparistech sur l'adaptation au changement climatique
- des stagiaires de la Faculté de droit et d'économie de l'Université pour appuyer la mise en oeuvre d'un système de management de l'énergie.

Cela illustre logiquement le rôle spécifique que peuvent avoir les organismes de formation dans la formation de futurs professionnels, mais également dans l'évolution des pratiques et du **développement des compétences dans les collectivités**.

→ DÉVELOPPER DES PROJETS TUTORÉS DANS L'INTÉRÊT DE LA COLLECTIVITÉ

Plusieurs collectivités s'appuient également sur des organismes de formation pour **développer des projets tutorés dans l'intérêt de la collectivité**. Le développement de la pédagogie de projet, qui permet de générer des apprentissages à travers la réalisation d'une production concrète, amène de plus en plus d'organismes de formation à s'appuyer sur les collectivités ou les entreprises de leur territoire pour proposer aux étudiants des projets concrets, menés en situation réelle et utiles à la structure bénéficiaire.

« Notre territoire a collaboré avec l'Institut National Universitaire Champollion d'Albi et les étudiants de licence professionnelle "Gestion de projets énergie-climat" sous forme de projet tutoré, pour préfigurer le conseil en énergie partagé vers d'autres cibles du territoire: agriculteurs, collectifs citoyens...

Puisque les étudiants peuvent généralement choisir leur sujet de travail, la motivation des élèves et l'objectif de réalisation concrète assurent le succès de l'opération. Plusieurs CM énergie-climat soulignent également la pertinence de ce type de travaux collaboratifs en groupe, qui préfigurent le rôle d'animation au cœur des enjeux de transition énergétique.

Témoignages

Virginie FORMOSA, chargée de mission plan climat au Pays d'Alsace du Nord

Le Pays d'Alsace du Nord regroupe 8 communautés de communes et plus de 240 000 habitants sur le nord du Bas-Rhin. Le Pays s'est engagé depuis 2008 dans une démarche de plan climat volontaire et le diagnostic a mis en évidence l'enjeu de la mobilité, et particulièrement les déplacements "domicile-travail". L'enjeu est à la fois climatique et énergétique, mais il s'agit aussi d'un enjeu de mobilité pour tous, puisque les prix de l'énergie augmentent plus vite que le pouvoir d'achat, aggravant ainsi la précarité des ménages.

En partenariat avec le mastère 'Éco-conseiller' porté par ECO-Conseil à l'INSA de Strasbourg - je suis une ancienne diplômée -, le Pays a proposé la mise en place d'un projet tutoré de type "chantier" : un groupe d'étudiants se positionne sur un thème proposé à partir d'un besoin d'une collectivité ou d'une entreprise, définit un cahier des charges et réalise une mission. Pour l'Alsace du Nord, trois étudiants ont travaillé pendant 20 jours répartis sur 3 mois à l'élaboration d'un plan de déplacements "domicile-travail" sur la commune de Betschdorf. Cette commune de 4000 habitants avait été identifiée car



présentant des problématiques particulières (absence de gare, située sur un axe passant, etc.) et était intéressée par la démarche.

Sur ce projet "Bougeons autrement à Betschdorf", l'équipe Mob-e-DIC a dessiné quatre phases principales, auxquelles s'est ajouté un volet transversal de communication et de sensibilisation :

- un état des lieux du contexte et de la situation existante, avec un diagnostic des déplacements « domicile-travail » des actifs de Betschdorf par une enquête d'usage auprès des habitants ;
- un benchmark des alternatives à la voiture individuelle, mises en place en France ou à l'étranger ;
- un volet transversal visant à informer la population sur la démarche engagée et à la sensibiliser à l'écomobilité (articles dans la presse municipale, sur le site de la commune, ...) ;
- une préconisation de pistes d'action pour la commune de Betschdorf.

Le tutorat du projet était double, à la fois par le Pays dans l'appui opérationnel mais également par ECO-Conseil sur le cadrage du chantier: définition du périmètre du projet, accompagnement méthodologique, suivi de l'avancement. Le Pays et la commune ont été tout à fait satisfaits du résultat, même si les pistes d'action n'ont pas pu être toutes développées.

Cette formule "chantier" est intéressante car les étudiants sont mis en situation, définissent la mission, s'impliquent sur le territoire et développent un travail collaboratif au sein de leur groupe. Par ailleurs, le mastère 'Éco-conseiller' mêle des profils d'étudiants variés (jeunes en formation initiale et salariés en reconversion, issus de parcours en ingénierie, communication, etc.), ce qui est un réel atout à la fois pour les étudiants mais aussi pour le Pays en tant que commanditaire.

Même si la formule n'a pas été reconduite depuis pour des raisons de disponibilité, le Parc accueille des stagiaires chaque année, comme sur le défi "[Au boulot, j'y vais à vélo !](#)". Certains stagiaires sont d'ailleurs issus du mastère 'Éco-conseiller' et ont développé des apprentissages très intéressants en projet "chantier".

Céline PETITJEAN BOUCHERON, chef de service environnement à la Communauté d'agglomération du Grand Besançon



Le Grand Besançon a développé différents projets de recherche-action, avec une variété de cibles et de partenaires.

La collectivité a par exemple travaillé avec la Faculté de communication de l'Université de Franche-Comté, vers les entreprises et le grand public.

Tout d'abord, des groupes de trois étudiants ont travaillé sur l'accompagnement des entreprises à partir d'un ciblage des zones d'activités, pour identifier les freins et leviers pour mobiliser les entreprises dans la transition énergétique. En s'appuyant sur une méthodologie rigoureuse questionnaire / phoning / analyse / restitution, ce travail a permis de confirmer les a priori de la collectivité, à savoir le fort intérêt ou désintérêt des chefs d'entreprises selon leur activité ou leur situation.

Ensuite, un autre travail de recherche-action a été mené sur les ressorts du changement de comportement du grand public, sur tous les sujets de la transition écologique (déchets, eau, énergie, ...). Les conclusions insistent sur l'importance des ruptures dans le changement de comportement : déménagement, passage de la vie active à la retraite, changement d'emploi, etc. Est également mis en avant le temps d'appropriation du passage à l'acte et la nécessité d'accompagner le changement dans la durée. Ce travail a permis à la collectivité de prendre conscience des limites dans la mise en oeuvre des politiques environnementales, et de faire évoluer ses messages vers le grand public.

Afin justement de permettre à la collectivité de faire évoluer les politiques publiques mises en oeuvre, un cabinet de psycho-sociologues accompagne sur deux ans les services de la ville de Besançon et de l'agglomération du Grand Besançon (environnement, développement durable, déchets, espaces verts, ...) - agents et élus - à l'évolution des pratiques professionnelles, par la formation en situation de travail. L'objectif est d'apprendre à travailler différemment pour améliorer

l'efficacité des politiques publiques à la fois vers le grand public et les chefs d'entreprise.

Enfin, le Grand Besançon s'appuie également sur des projets européens, au sein de groupements, pour accompagner la transition énergétique dans le bâtiment. Par exemple, la collectivité participe au projet ERASMUS + "ToB3" (Towards BIM & BIO Buildings) qui va débiter très prochainement. Ce projet de recherche et d'ingénierie vise à favoriser l'usage des matériaux biosourcés dans l'approche BIM par l'échanges de pratiques entre acteurs européens de l'écoconstruction et du BIM. Il regroupe des universités, collectivités et professionnels du bâtiment, avec le Groupement d'Intérêt Public Formation Tout au Long de la Vie de l'Académie de Besançon en leader du projet. Ce type de projet nous permet d'aller toujours plus loin dans la transition énergétique du territoire.

→ APPORTER L'EXPERTISE DU TERRITOIRE DANS LES CONTENUS DE FORMATION

Plusieurs CM énergie-climat, en particulier issus de Pays et PNR, apportent également en tant que professionnels de terrain une expertise dans les formations initiales et continues dispensées.

« Sur notre territoire, j'ai collaboré à plusieurs reprises avec des organismes de formation en intervenant dans des modules de formation initiale (en lycée agricole ou en master à l'Université) ou continue (CNFPT et GRETA).

Les intervenants y trouvent divers co-bénéfices : faire connaître les projets du territoire et la structure porteuse, mettre en avant l'expertise de cette dernière, faciliter l'appropriation d'enjeux locaux pour des futurs professionnels du territoire, mais aussi créer un point de contact avec de futurs interlocuteurs de la collectivité.

Cette activité est particulièrement précieuse pour appuyer la formation des futurs professionnels de la transition énergétique et écologique, notamment pour développer une culture scientifique et technique de la transition énergétique dans tous les secteurs d'activités et une connaissance générale des politiques publiques.

Témoignage

Denis LETAN, chargé de mission transition énergétique au Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin

Le Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin est situé en Normandie et composé de 120 communes de la Manche et du Calvados. La construction en terre crue (construction en bauge) est très répandue sur le territoire et le Parc appuie le développement de la filière "terre" en construction et rénovation sur son territoire.

Par exemple, le Parc participe au projet européen CobBauge. Ce projet environnemental, dirigé par l'Université de Plymouth, va promouvoir la construction de maisons en bauge dans la zone Manche en élaborant et en testant des prototypes de mélanges de bauge sobre en carbone et économe en énergie.

Par ailleurs, un partenariat a été noué avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Normandie à Rouen (ENSAN). Un architecte spécialiste de la construction terre du Parc intervient à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture sur cette thématique. Le Parc participe ainsi à l'animation d'expérimentations avec les étudiants en architecture, autour du matériau terre pour mieux connaître les qualités de ce type de construction. Dans la convention TEPCV signée entre l'Etat et le Parc, un montant est dédié au partenariat avec l'ENSAN pour réaliser des travaux prototypes sur la construction terre - notamment un écorché d'une maison témoin pour favoriser la compréhension de l'utilisation du matériau terre -, qui serviront à évaluer les propriétés hygrothermiques de la construction en bauge.



Enfin, le Parc intervient également sur la construction en terre en lycée professionnel et au GRETA, pour appuyer la formation d'éco-artisans spécialisés sur le matériau terre. En effet, le GRETA anime une formation à l'éco-construction à destination des professionnels du bâtiment. Par ailleurs, la maîtrise de la rénovation de maisons en terre est valorisée par un Certificat d'Identité Professionnelle mention Patrimoine (CIP Patrimoine) qui appuie les entreprises compétentes en restauration du bâti ancien.

Ces divers partenariats avec des organismes de formation et l'implication du Parc dans les contenus de formation apportent clairement des avancées pour le développement de la filière terre et pour le territoire, par l'expérimentation et la valorisation du patrimoine local.

● COMMENT DÉVELOPPER LES PARTENARIATS ENTRE ORGANISMES DE FORMATION ET COLLECTIVITÉS ?

Les témoignages recueillis illustrent l'importance des organismes de formation comme acteurs du territoire et de terrain pour accompagner la transition énergétique. Ces derniers peuvent être sollicités pour mobiliser leur expertise sur une thématique particulière, mais également pour accompagner l'évolution des pratiques professionnelles et le développement de compétences pour l'ensemble des publics, en direct ou via les stagiaires et étudiants formés.

Comme l'explique Vincent ROUSVAL, coordinateur de la Licence professionnelle "Maîtrise de l'énergie, électricité et développement durable - parcours Gestion de projets" Énergie-Climat à l'Institut Universitaire (INU) Champollion d'Albi :

« L'approche doit être double et chaque partenaire doit aller vers l'autre. En tant qu'organisme de formation, il est absolument nécessaire de s'inscrire dans les projets du territoire, en recensant les initiatives sur le territoire et en allant à la

rencontre des porteurs de projet. Petit à petit un réseau se constitue et les collectivités ou regroupements viennent nous solliciter pour développer des partenariats : projets tutorés, interventions, etc. Les réseaux sont en ce sens des outils très utiles pour connaître les territoires dynamiques qui agissent : le réseau Format'eree pour les organismes de formation, le réseau Territoires à énergie positive (Tepos) pour les collectivités et porteurs de projets.

Ces réseaux permettent aux collectivités et territoires de mieux s'approprier les démarches, d'identifier les acteurs "ressources", et d'identifier éventuellement les organismes de formation du territoire qui peuvent intervenir sur des thématiques précises ou apporter une expertise complémentaire.

Aujourd'hui de nombreux organismes de formation, notamment de formation initiale comme l'Université, proposent des modules à la carte. Si une collectivité ou un territoire souhaite développer un projet tutoré ou un stage, solliciter une expertise complémentaire, monter un partenariat ou tout autre projet, je lui recommande de contacter les organismes de formation du territoire pour identifier le besoin, définir la solution la plus appropriée et affiner les modalités de réalisation: cours présentiel, stage ou projet tutoré, délais et calendrier, coûts, suivi et évaluation du projet, etc.

Les collectivités sont invitées à se saisir de ces outils, et ce pour plusieurs raisons : à la fois parce que cela participe à la formation des jeunes et adultes du territoire, mais aussi parce que cela apporte à la collectivité une richesse humaine complémentaire et participe au développement des compétences en son sein.





Le [CLER - Réseau pour la transition](#) énergétique, est une association agréée de protection de l'environnement créée en 1984. Fort d'un réseau de près de 300 structures professionnelles et collectivités locales réparties sur l'ensemble du territoire, il a pour objectif de promouvoir les énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie, et, plus largement, la transition énergétique. Spécialistes ou généralistes, les adhérents du CLER assurent un travail de terrain au cœur des territoires.



Le [réseau Format'eree](#) regroupe aujourd'hui plus de 30 organismes de formation actifs et impliqués dans la transition énergétique sur leur territoire, répartis partout en France. Ces organismes précurseurs, engagés au sein du CLER – Réseau pour la transition énergétique, réfléchissent dès 2004 à une démarche qualité pour les formations qu'ils proposent dans le domaine de la transition énergétique. Ils créent alors une charte qui permet de distinguer les organismes volontaires qui dispensent des formations de qualité sur les Énergies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (Format'eree).



Fondé en 2011 par six territoires pionniers, le [réseau Territoires à énergie positive](#) (TEPOS) rassemble des acteurs engagés en faveur de la transition énergétique et du développement territorial. Comptant plus de 100 structures dont 60 territoires, il constitue un espace d'échanges et de capitalisation des expériences locales.

Le CLER - Réseau pour la transition énergétique porte le projet et anime le réseau TEPOS au niveau national.